Antisionisme, judéophobie et islamophobie : quelques mises au point

Roland Laffitte a publié avec Naïma Lefkir-Laffitte nombre d'articles sur l'Irak de 1991 à 2003 ainsi qu'un livre, *L'Irak sous le déluge* en 1992, et un second, seul *Etats-Unis : la tentation de l'empire global* en 2005. On lui doit aussi *La Ronde des libérateurs*, de Bonaparte à Hollande en 2013, et, sous sa direction, *Où en sommes-nous de l'empire ?* à l'occasion du cinquantenaire de l'Indépendance de l'Algérie, en 2014, ainsi que, toujours avec Naïma Lefkir-Laffitte, *L'Orient d'Ismaÿl Urbain, d'Égypte en Algérie*, qui porte sur la colonisation de l'Algérie en 1830 et 1841.

K. al- ^c**A**: quels sont l'origine et les sens de ce travail sur l'antisionisme?

RL: Au départ, il y a la colère provoqué par un *Manifeste contre un nouvel antisémitisme* lancé en avril 2018. S'appuyant sur les crimes odieux perpétrés sur des concitoyens de religion ou de culture familiale juive ces dernières années, il décrit un tableau apocalyptique de la situation dans notre pays, et en attribue de façon scandaleuse la responsabilité aux jeunes Musulmans comme groupe social et à ladite « gauche radicale », ensemble stigmatisés comme porteurs contemporains d'un antisionisme qui ne serait que le visage moderne d'un « antisémitisme éternel ». C'était l'occasion de revenir sur quelques points de l'histoire du sionisme et du nettoyage ethnique en Palestine, sur la judéophobie, terme que je préfère à antisémitisme que je préfère réserver à la vague raciste des XIX^e-XX^e siècles qui a culminé dans l'extermination des Juifs par le nazisme. L'occasion aussi de dénoncer les idées que le nationalisme arabe et l'islam seraient anti-Juifs par nature, et que le prétendu antisémitisme des jeunes musulmans et de la gauche sont des moyens de détourner les luttes sociales en France. Notez que le livre se présente non pas comme une somme exhaustive, mais comme une succession de précisions set de remarques, comme une sorte d'argumentaire.

K. al-^c**A :** Pouvez-vous en donner des exemples en ce qui concerne l'histoire du sionisme ?

RL: Je relèverai ici deux points. Le premier est un épisode qui date de la conférence de Londres de juillet 1839 où sur l'instigation de Palmerston, un Anglais résidant au Levant suggère la création d'un État regroupant les Juifs du monde entier en Syrie-Palestine pour dominer ce pays en accord avec les grandes puissances européennes. Il est clair que le sionisme qui naîtra dans les décennies suivantes se lovera dans les besoins de l'impérialisme britannique. Un autre point est la réécriture de l'histoire du sionisme par Georges Bensoussan qui le présente comme héritier des Lumières, alors que les Juifs euroépens qui revendiquaient leur filiation avec elles sous le nom de *Haskala* affirmaient leur personnalité juive dans le cadre des Etats européens et que leurs successeurs s'opposeront au sionisme.

K. al- A: Et sur l'assimilation antisionisme-antisémitisme?

RL: Elle trouve son origine dans un discours prononcé en 1973 devant l'*American Jewish Congress*, dans lequel Abba Eban affirmait que « la distinction entre antisémitisme et antisionisme » n'avait « aucune justification ». Deux intellectuels étasuniens, Arnold Forster et Epstein se ont appliqués à l'illustrer l'année suivante, et depuis, rien de neuf n'a été dit. Mais sur cette question je peux aussi vous proposer un second point. Il s'agit de la dernière thèse de Bernard-Henri Lévy. Selon lui, le nazisme n'était pas vraiment allemand, mais mondial : les Arabes et les Musulmans étaient nazis, voir l'exemple de Amin el-Husseini, monté en épingle.

Or les Allemand ont dénazifié, mais pas les Arabes. Si bien qu'on ne peut montrer les Palestiniens comme victimes innocentes de la Shoa : ils en seraient en fait les complices....

K. al- A: Enfin, qu'entendez-vous par islamophobie?

RL: Le sujet de l'islamophobie est traité car la dénonciation de l'antisémitisme est d'autant plus prompte que, pour la vaste majorité des milieux intellectuels, politiques et médiatiques, l'islamophobie est considérée comme légitime. On veut faire croire que l'on entend par là que la critique de la religion islamique, ce qui est bien sûr possible, mais on oublie que le temps où, selon le Code de l'indigénat de 1881, Les Musulmans étaient non pas citoyens mais sujets français, c'est-à-dire sans droits politique : cela laisse des traces dans l'imaginaire collectif où pour beaucoup, ils ne sont pas de « vrais Français ». Et même la propagande gouvernementale parle de « sécessionnisme » d'une partite des musulmans qui, de religion ou de culture familiale, sont en France plus de 6 millions. La chose est donc grave.